



HAL
open science

Amérique du Sud–pays arabes: bilan d’une décennie de relations politiques

Mohcine Mounjid

► **To cite this version:**

Mohcine Mounjid. Amérique du Sud–pays arabes: bilan d’une décennie de relations politiques. Les Études du CERI, 2015, n° 217-218, pp.51-55. hal-04361230

HAL Id: hal-04361230

<https://sciencespo.hal.science/hal-04361230>

Submitted on 27 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Amérique du Sud-pays arabes : bilan d'une décennie de relations politiques

Mohcine Mounjid

Loin des forums multilatéraux traditionnels, le sommet Amérique du Sud-pays arabes (ASPA) constitue le premier espace de rencontre international entre deux régions du Sud. L'idée d'organiser ce sommet a émergé en 2003 lors de la visite de l'ancien président brésilien Lula da Silva dans cinq pays arabes (Syrie, Liban, Emirats arabes unis, Egypte et Libye), dont l'objectif était de renforcer les relations commerciales du Brésil avec le monde arabe. Au cours d'une réunion avec le secrétaire général de la Ligue arabe au Caire, Lula a fait part de son projet, exprimant ainsi son souhait d'inscrire les relations entre le monde arabe et les pays de l'Amérique du Sud dans une nouvelle ère.

Réunissant douze pays sud-américains et vingt-deux pays du monde arabe, l'ASPA s'est fixé comme objectifs la consolidation des relations entre les deux régions, le renforcement de la coopération et l'établissement d'un partenariat pour le développement, la justice et la paix internationale¹. Dix ans après sa création, trois sommets ont été organisés : le premier à Brasilia (Brésil) en 2005, le deuxième à Doha (Qatar) en 2009 et le troisième à Lima (Pérou) en 2012.

Bien que l'initiateur de l'ASPA ait souhaité que ce forum soit consacré avant tout aux questions économiques, les sujets politiques se sont imposés dès le premier sommet. Trois objectifs politiques ont ainsi été fixés : approfondir le dialogue entre les deux régions, coordonner les positions sur les différents thèmes d'actualité politique d'ordre régional ou international, et enfin renforcer la coopération au sein des institutions multilatérales et entre les organisations régionales respectives.

Nous dressons ici un bilan sommaire de dix ans de relations politiques entre l'Amérique du Sud et les pays arabes.

UNE COORDINATION POLITIQUE SUR LES CONFLITS RÉGIONAUX

Dans les déclarations des sommets ASPA, la partie consacrée à la coordination politique vise tout d'abord à dresser un panorama de la situation politique dans les deux régions, et permet aux dirigeants d'élaborer une position commune sur les conflits régionaux. Les chefs d'Etat ont ainsi exprimé leur solidarité et leur soutien aux pays en situation de crise ou d'instabilité, et ont encouragé la résolution pacifique des conflits en Syrie, au Yémen, au Liban et au Darfour. Concernant les conflits de souveraineté territoriale, ils ont appelé à la reprise du dialogue pour chercher des solutions conformes aux résolutions des Nations unies et au droit international. Dans ce cadre, trois conflits ont fait l'objet d'une attention particulière : celui opposant les Emirats arabes unis et l'Iran sur la question des îles Tunb al-Kubra, Tunb al-Sughra et Abou Moussa ; celui entre l'Argentine et le Royaume-Uni concernant les îles Malouines ; et le conflit entre Djibouti et l'Erythrée à propos des îles Doumeira.

La question de la non-prolifération des armes nucléaires fait aussi l'objet d'une coordination interrégionale. A l'instar de la région Amérique du Sud, les pays arabes souhaitent signer un accord visant à établir une région dénucléarisée au Moyen-Orient. Dans la déclaration de Brasilia, les dirigeants se sont félicités de l'entrée en vigueur du traité de Tlatelolco visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes. Signé en 1967 au Mexique, il est le premier traité à avoir institué une zone exempte d'armes nucléaires dans une région peuplée en interdisant aux Etats parties

¹ Voir le préambule de la déclaration du sommet de Brasilia, disponible à l'adresse suivante : www.marsadamericalatina.com/index.php/component/content/article/9-uncategorised/1262-aspa.

de tester, d'utiliser, de fabriquer, de produire ou d'acquérir des armes nucléaires, ou encore de participer à des activités visant de telles fins².

Pour les pays arabes, la signature d'un tel traité au Moyen-Orient revêt un caractère sensible et crucial. Tout d'abord en raison des tensions persistantes avec Israël, qui n'est pas membre du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et qui n'a jamais déclaré publiquement posséder d'armes nucléaires ; ensuite du fait des soupçons portant sur le caractère militaire, et non civil, du programme nucléaire iranien, et donc sur le développement de la prolifération nucléaire par l'Iran, qui menace la paix dans la région.

Israël s'opposant, avec l'appui des Etats-Unis, à toute initiative arabe visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires, les Etats membres de l'ASPA ont, dans les trois déclarations, appelé les Etats non encore membre du TNP à y adhérer sans délai, et ont convié la communauté internationale à prendre les mesures urgentes pour établir une telle zone.

UNE SOLIDARITÉ AFFICHÉE POUR LA CAUSE PALESTINIENNE

Compte tenu de l'importance qu'elle revêt pour le monde arabe et la paix dans la région, la cause palestinienne occupe une place grandissante dans les discussions des sommets ASPA. Les pays arabes ont saisi ces opportunités pour mettre en lumière la question palestinienne, à tel point que les pays sud-américains ont fini par approuver une condamnation de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens³.

Ces dernières années, l'Etat palestinien a été reconnu par un nombre croissant de pays sud-américains. A ce jour, seule la Colombie demeure rétive à une telle reconnaissance, empêchant l'adoption d'une position commune en la matière au sein de l'Union des nations sud-américaines (Unasur). Le rôle du Brésil dans la multiplication des reconnaissances de la Palestine par les pays sud-américains est central. Pour l'ancien président Lula, le processus de paix au Moyen-Orient est un sujet de la plus haute importance, car il catalyse les aspirations du Brésil à se positionner comme un nouvel acteur neutre et disposé à dialoguer avec les différentes parties⁴.

En novembre 2009, Lula avait reçu à Brasilia le président israélien Shimon Peres et le président palestinien Mahmoud Abbas. Le processus de paix israélo-palestinien était alors au point mort et nécessitait l'intervention d'un nouvel acteur pour assurer la médiation⁵. Le dirigeant palestinien avait profité de cette occasion pour appeler de ses vœux une plus grande implication brésilienne dans les négociations, à la suite de quoi Lula avait proposé d'organiser un sommet de haut niveau pour la paix au Moyen-Orient, et avait aussi contribué financièrement à la reconstruction⁶ des Territoires palestiniens, préalable indispensable à la création d'un Etat indépendant et viable.

Grâce à ces échanges, l'Etat palestinien a pu de surcroît étendre sa couverture diplomatique en Amérique du Sud grâce à l'ouverture de sept représentations diplomatiques (en Colombie, au Chili, au Brésil, au Pérou, en Argentine, au Venezuela et en Uruguay). Une nouvelle ambassade sera ouverte prochainement à la Paz à la suite de l'établissement des relations diplomatiques entre la Palestine et la

² Traité disponible à l'adresse suivante : www.un.org/fr/disarmament/instruments/ttlc.shtml.

³ B. Muxagato, « Le Brésil et le monde arabe : les limites d'un rapprochement Sud-Sud », *Notes de l'IFRI*, août 2012, p. 11.

⁴ G. Mailhold, « ¿Demasiado mundo ? : Lula, Brasil y Oriente Medio », *Real Instituto Elcano*, 6 avril 2010.

⁵ B. Muxagato, art. cité, p. 25.

⁶ En juillet 2010, le Brésil a versé 14,12 millions de dollars au fond des Nations unies pour la reconstruction de la bande de Gaza : « Brasil aprueba ayuda para la reconstrucción de Palestina », *El Universo*, 21 juillet 2010.

Bolivie en novembre 2013⁷. De même, six représentations sud-américaines ont été ouvertes en Palestine : le Chili a été le premier à s'y installer, suivi par le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et dernièrement le Venezuela et l'Equateur.

Allant de l'organisation de grandes manifestations populaires à la rupture des relations diplomatiques avec Israël, les formes de solidarités sud-américaines envers le peuple palestinien se sont multipliées ces dernières années. En 2009, le Venezuela et la Bolivie ont rompu leurs relations avec Israël en signe de protestation suite à l'opération « Plomb durci » menée par l'armée israélienne contre la bande de Gaza fin décembre 2008-début janvier 2009⁸. Un an après, les dirigeants sud-américains ont fermement et collectivement condamné⁹ l'attaque israélienne contre la « flotte de la liberté »¹⁰, l'Unasur exigeant même d'Israël la libération immédiate des civils détenus et appelant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) à diligenter une enquête complète sur les circonstances de l'assaut¹¹.

De même, en juillet 2014, l'offensive militaire israélienne contre la bande de Gaza a été fermement condamnée et a même été qualifiée de « génocide » et de « guerre d'extermination » par certains dirigeants sud-américains¹². Le Chili, l'Equateur, le Brésil et le Pérou ont rappelé leur ambassadeur en Israël pour consultation urgente, tandis que le président bolivien Evo Morales annonçait avoir placé Israël sur sa liste d'Etats terroristes.

Le soutien sans faille à la cause palestinienne et à la création d'un Etat indépendant s'est encore une fois manifesté en octobre 2011 avec le vote sud-américain favorable à l'adhésion de la Palestine à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Enfin, en novembre 2012, tous les pays de l'Amérique du Sud à l'exception de la Colombie (qui s'est abstenue) ont voté en faveur de la résolution A/67/L.28 reconnaissant à la Palestine le statut d'Etat observateur non membre auprès de l'ONU¹³.

UNE NOUVELLE ALLIANCE SUD-SUD POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Conscients de la marginalisation politique des deux régions à l'échelle internationale, Arabes et Sud-Américains aspirent à jouer un plus grand rôle au sein des institutions internationales.

En mars 2005, lors de la réunion préparatoire du sommet de Brasilia organisée à Marrakech (Maroc), les chefs de la diplomatie des trente-quatre pays ont affirmé l'engagement des dirigeants des deux

⁷ « La Palestine établit des relations diplomatiques avec la Bolivie », 7 novembre 2013 (www.vetogate.com/680110).

⁸ Opération militaire caractérisée par des raids et bombardements aériens suivis par une offensive terrestre lancée le 3 janvier 2009 afin de mettre fin aux tirs de roquettes du Hamas lancés depuis la bande de Gaza et à son réapprovisionnement en armement. Le bilan en vies humaines s'établit, selon un rapport du Palestinian Centre for Human Rights en date du 12 mars 2009, à mille quatre cent trente-quatre morts, dont 82 % de victimes civiles. Côté israélien, les chiffres fournis par le ministère israélien des Affaires étrangères font état de treize morts, dont trois civils. J. François-Poncet, M. Cerisier-ben Guiga, « Le Moyen-Orient à l'heure nucléaire », Rapport d'information du Sénat n° 630, 25 septembre 2009.

⁹ S. Moya Mena, « ¿ Relaciones con medio oriente : nuevo eje estratégico de la política internacional latinoamericana ? », *Revista de Relaciones Internacionales*, n° 80, 2011.

¹⁰ Opération engagée par l'armée israélienne le 31 mai 2010 contre une flottille de bateaux de militants pro-palestiniens qui tentaient de briser le blocus de la bande de Gaza. Celle-ci comprenait huit cargos transportant près de sept mille passagers, de l'aide humanitaire et des matériaux de construction destinés à la population de la bande de Gaza. L'intervention a fait neuf morts et vingt-huit blessés parmi les militants, et dix blessés parmi les militaires israéliens. A. Rotivel, D. Nerbolliier, K. Lebhaur, « Assaut israélien meurtrier contre la flottille pour Gaza », *La Croix*, 31 mai 2010.

¹¹ V. Deutsh, M. Ferreyra, F. Tinnirello, « América latina y medio oriente frente a los desafíos del siglo XXI », *Revista contexto internacional*, n° 39, 30 septembre 2014, p. 10.

¹² AFP, « Gaza : l'Amérique latine en pointe dans la condamnation d'Israël », *La Croix*, 1^{er} août 2014.

¹³ Voir N. Boeglin, « Le nouveau statut de membre de la Palestine : une perspective latino-américaine », disponible sur le site de l'Opalc à l'adresse suivante : www.sciencespo.fr/opalc/content/la-palestine-lonu-perspective-latinoamericaine.

régions à intensifier la coordination de leurs positions au sein des organismes économiques et financiers internationaux afin que les régions arabe et sud-américaine soient davantage associées aux processus de prise de décision¹⁴.

Fortes de leurs diverses expériences en matière de coordination au sein de forums de coopération Sud-Sud (notamment avec le mouvement des non-alignés et le Groupe des 77), les deux régions sont parvenues à mieux débattre de leurs intérêts communs. Dans la déclaration du sommet de Lima, les dirigeants des trente-quatre pays se sont prononcés pour un renforcement du multilatéralisme, une réforme intégrale de l'ONU et une démocratisation des instances internationales¹⁵. Ils ont ainsi insisté sur la nécessaire évolution du Conseil de sécurité afin que celui-ci gagne en légitimité, en efficacité, en démocratie, en représentativité et en transparence, et ont appelé de leurs vœux une revitalisation de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social.

Les deux régions souhaitent clairement se voir attribuer un siège permanent au Conseil de sécurité. Si les pays arabes expriment peu cette aspiration, les Sud-Américains n'hésitent pas à la faire valoir. Les initiatives du Brésil en la matière sont notamment suivies de près à l'échelle internationale. Généralement, la Ligue arabe et l'Unasur sont les deux organisations régionales compétentes pour coordonner les candidatures à un siège au sein du Conseil de sécurité. Le rôle attendu de l'ASPA est alors d'appuyer les candidats officiels des deux régions. La première expérience positive en ce sens a eu lieu en 2005 lorsque les deux parties se sont entendues pour appuyer la candidature du Pérou et du Qatar aux sièges de membres non permanents du Conseil de sécurité pour la période 2006-2007¹⁶.

Si la coordination birégionale paraît plutôt simple pour ce genre de candidature, elle sera sans doute plus complexe lorsqu'il n'y aura qu'un seul poste à pourvoir et plusieurs candidatures émanant des deux régions. En effet, ces dix dernières années, de nombreuses élections à des postes internationaux de haut niveau ont été organisées sans être discutées au sommet ASPA, à l'exception de la candidature de l'ancien ministre de la Culture égyptien, Farouk Housni, candidat au poste de directeur général de l'Unesco en 2009. Celle-ci a été soutenue par la Ligue arabe et l'Union africaine et présentée à la partie sud-américaine durant le sommet de Doha, mais elle n'a pu être endossée par les Sud-Américains car plusieurs personnalités de cette région se présentaient également¹⁷.

Les pays arabes et sud-américains appellent également à une réforme du système financier international, insistant sur la nécessité de parvenir à un accord juste, ambitieux, équilibré et intégral orienté vers le développement dans le cadre des cycles de négociations de l'Organisation mondiale du commerce¹⁸.

CONCLUSION

Bien que les priorités de chaque région demeurent très différentes, le bilan de dix ans de relations politiques montre que les pays arabes et sud-américains commencent à en tirer un bénéfice partagé, en se focalisant sur la coordination de leurs positions sur les grandes questions régionales et internationales.

Les pays arabes reconnaissent et apprécient la multiplication des actions de solidarité et de soutien à la cause palestinienne en Amérique du Sud. Même si le Brésil n'a pas organisé de réunion spéciale ni mené de négociations entre Palestiniens et Israéliens, les pays arabes le considèrent toujours comme

¹⁴ « Vers un renforcement de la coopération entre le monde arabe et l'Amérique latine », *AFP*, 27 mars 2005.

¹⁵ Voir paragraphe n° 2-37 de la déclaration de Lima.

¹⁶ Voir paragraphe n° 2-21 de la déclaration de Brasília.

¹⁷ Voir paragraphe n° 33 de la déclaration de Doha.

¹⁸ Voir paragraphe n° 48 de la déclaration de Doha.

une puissance émergente disposée à intervenir pour la paix au Moyen-Orient, et la plus encline parmi le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à coopérer avec le monde arabe et musulman.

En multipliant les relations avec les pays en développement, l'Amérique du Sud travaille à son insertion dans les affaires internationales. En plus des liens noués avec les pays arabes dans le cadre des sommets ASPA, elle a réussi à tisser de fortes relations de coopération avec les pays africains grâce au forum Amérique du Sud-Afrique (ASA) qui regroupe soixante-six Etats depuis 2006. Ces initiatives de rapprochement interrégionales témoignent d'une redynamisation en cours des relations Sud-Sud à l'initiative des Sud-Américains.

Sans pour autant prétendre à former un G34, les pays arabes et sud-américains sont en mesure de devenir de proches associés à l'échelle internationale, œuvrant pour une gouvernance mondiale plus juste, transparente et égalitaire.

Toutefois, dix ans après sa création, l'ASPA se heurte à plusieurs limites. Tout d'abord, en raison des disparités internes et des intérêts divergents de la Ligue arabe et de l'Unasur, ces deux acteurs ne sont pas parvenus à mettre en œuvre un plan d'action unifié et à obtenir l'appui unanime de leurs membres¹⁹ ; par ailleurs, les tensions et les rivalités à l'intérieur des deux blocs ont compliqué les relations multilatérales²⁰. Enfin, la marginalisation des pays à faibles potentiels politique et économique au sein de l'ASPA, et la faible participation des chefs d'Etats arabes à ses sommets n'aident pas à la consolidation de ce forum de coopération.

¹⁹ B. Muxagato, art. cité., p. 37.

²⁰ « Amérique du Sud-pays Arabes : une balbutiante coopération Sud-Sud », *Le Monde*, 21 septembre 2012.